

10 Port-Gentil

Éducation

La marche des élèves étouffée



Les élèves du lycée Ambourou Avaro contraints de rester dans la cour de récréation de leur établissement...



... pendant que d'autres, regagnaient leurs domiciles.

SYM

Port-Gentil/Gabon

LA marche des élèves des lycées et collèges du Gabon programmée pour la journée, sur toute l'étendue du territoire national n'a pu se tenir, comme prévu, à Port-Gentil. Et pour cause, les Forces de sécurité, craignant que des éléments incontrôlés profitent pour faire de la casse, ont pris leurs dispositions. D'abord, elles ont pris position dans les différents lieux de regroupement, en les précédant. Ce qui les a pris de court.

Ce fut le cas, notamment, au lycée technique Jean Fidéle Otando, où les "kaki-

bleu-ciel" étaient à peine perceptibles dans la rue. Plusieurs établissements ont dû décider, séance tenante, du gel des cours et du report des devoirs programmés.

« Le climat ne se prête pas à ce que les élèves aient cours aujourd'hui », nous a expliqué un surveillant.

Du coup, lycéens et collégiens ont été priés par les Forces de l'ordre de regagner leurs domiciles. Une décision qui n'était pas du goût des élèves, qui a déclenché une réaction violente des élèves. Laquelle s'est terminée par des jets de pierre et des bagarres entre ces derniers et les flics.

Dans la confusion ainsi



Ceux du lycée technique étaient à peine perceptibles dans la rue.

créée, les forces de sécurité ont été obligés de faire usage de gaz lacrymogènes pour disperser les apprenants. Selon des sources anonymes, il y aurait au moins deux blessés parmi les élèves du lycée Joseph Ambourou Avaro.

Les élèves, rappelle-t-on, réclament le retour de leurs enseignants nationaux dans les salles de classe qu'ils ont abandonnées depuis plusieurs mois. Ils demandent aussi le paiement des bourses dont les dernières perçues dateraient de fin 2014, ainsi que la levée des menaces que le ministre de l'Éducation nationale fait peser sur les enseignants grévistes.

Insécurité en milieu scolaire

CES Bac-Aviation : à surveiller de très près !

C.N.E

Port-Gentil/Gabon

Certains apprenants de cet établissement d'enseignement public affichent des comportements agressifs envers leurs camarades. Des cas d'agressions graves y ont été déjà recensés au cours de la présente année scolaire.

LE Collège d'enseignement secondaire (CES) de Bac-Aviation, situé dans le quatrième arrondissement de la commune de Port-Gentil, est en proie à une insécurité sans cesse grandissante. Là-bas, note-t-on, il ne se passe plus un jour sans qu'un cas de racket, de vol, ou d'agression à l'arme blanche ne soit constaté, à l'intérieur ou aux abords de l'établissement. Une situation qui cause des insomnies à son premier responsable, le principal Maurice Moussavou Doukaga. Des forfaits sont commis à la sortie des cours sur les élèves les plus jeunes et les plus faibles, par



Une fois hors du collège, ...



... les élèves se livrent, souvent, à des activités malsaines.

leurs camarades ou par des éléments non identifiés venus d'autres quartiers de la ville. Le premier bilan établi depuis la présente année scolaire met en relief trois cas d'agression se soldant par des blessures si graves, que le principal a lui-même été contraint de transporter les victimes vers l'hôpital pour y recevoir des soins urgents. Depuis lors, les plaintes des victimes et de leurs parents s'accumulent jour après jour. La promiscuité au sein de cet établissement d'enseignement secondaire,



Le principal du CES Bac-Aviation, Maurice Moussavou Doukaga, ne sait plus où donner de la tête.

situé dans une zone enclavée et donc difficile d'accès, et le sous-effectif

du personnel d'encadrement, sont les deux faits mis en évidence par

Maurice Moussavou Doukaga, pour expliquer ce phénomène d'insécurité. Les démarches entreprises auprès de l'association des parents d'élèves, en vue d'anéantir cette délinquance, sont restées pour l'instant sans succès. De même que l'interpellation des autorités compétentes tarde à produire les fruits escomptés. La direction d'Académie provinciale (DAP) y a effectué, dernièrement, une visite, afin de demander à la direction de limiter le nombre d'heures creuses qui sont l'occasion aux

élèves pour se livrer à des activités malsaines. Il reste que le trou n'est pas totalement bouché. Raison pour laquelle l'administration du CES

sollicite la présence dissuasive des forces de l'ordre aux abords de son établissement. D'autant que la consommation de stupéfiants et autres drogues par les apprenants est devenue un facteur aggravant de l'insécurité.

En l'absence actuelle de mesures fortes, le phénomène prend des proportions inquiétantes en s'étendant à d'autres structures scolaires. Or, le vœu du principal est que les mesures de sécurité prises par le gouvernement au lendemain de l'agression à l'arme blanche perpétrée, le 20 décembre 2016, contre un élève du CES Léon Mba de Libreville, qui avait par la suite trouvé la mort, soient également appliquées à la capitale économique, particulièrement dans son établissement. Il reste à savoir s'il est entendu et compris.